

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722 av de Colmar  
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 12/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ARGECO DEVELOPPEMENTSNC**

Carrière du Brétou -rue Fournie Gorre  
Tuc Rouge  
47500 Fumel

Références : PV/SM/UbD24-47/2025/221  
Code AIOT : 0005206764

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement ARGECO DEVELOPPEMENTSNC implanté Carrière du Brétou -rue Fournie Gorre Tuc Rouge 47500 Fumel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARGECO DEVELOPPEMENTSNC
- Carrière du Brétou -rue Fournie Gorre Tuc Rouge 47500 Fumel

- Code AIOT : 0005206764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARGECO Développement exploite une carrière d'argile d'une superficie de 32 hectares sur le territoire de la commune de Fumel. Cette carrière existe depuis le début du siècle dernier et présente trois terrils formés d'anciens stériles d'exploitation ainsi qu'un canyon central. L'exploitation menée par la société Argeco consiste à valoriser ces terrils et à remblayer une partie du canyon central afin de stabiliser les anciens fronts de taille. Les matériaux extraits sont traités par broyage et calcination sur site. Le métakaolin constituant le produit fini de l'activité entre dans la composition de bétons et de liants routiers.

L'exploitation est autorisée par arrêté préfectoral n°47-2018-06-21-002 du 21 juin 2018, et ce pour une durée de 30 ans.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'urgence	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS)	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 1.9.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Conditions de remise en état	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 2.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 5.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôle des rejets d'eaux	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 5.3.9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 3.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Plan	Arrêté Préfectoral du 21/06/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'exploitation	article 2.1.7.2	
7	Mesures de retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a donné lieu à des constats de non-conformité dont :

- deux faisant l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral portant mise en demeure de respecter des prescriptions, à savoir le dépassement des valeurs d'émergence (émissions sonores) et l'absence d'aire étanche pour le ravitaillement des engins ;
- trois pouvant être corrigées rapidement, soit la reprise de la zone érodée et précédemment remise en état, et ce dans le but d'en permettre la végétalisation ; la transmission des débits de rejet d'eau au milieu naturel ; le renseignement de l'application web GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).

Le détail des demandes de l'inspection et des délais associés est présenté dans les tableaux des constats.

En outre, l'inspection rappelle à l'exploitant la nécessaire lutte contre la prolifération des espèces invasives. Il est en ce sens invité à agir contre les spécimens d'herbe de la pampa présents sur son site en prenant appui sur une ressource pertinente (documentation, organismes, professionnels..).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Valeurs limites d'émergence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 6.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>[...]</p> <p>Constats de la visite du 20/11/2024 : Le rapport de mesures de bruit a été présenté en séance, on observe une non-conformité au point 4 et au point 1. L'exploitant a présenté le résultat d'une étude acoustique réalisée en 2024. Il transmettra un plan d'action selon le résultat de cette étude assorti d'un planning de réalisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente le rapport de mesures acoustiques n°RAP25GN030 du 8 octobre 2025. Ce</p>

rapport fait apparaître des dépassements des valeurs d'urgence aux points de mesures 1 et 4, déjà signalés par le rapport établi en 2024. Il déclare n'avoir reçu aucune plainte du voisinage relativement à ces dépassements.

L'exploitant avait élaboré un plan d'actions pour répondre à ces non-conformités. Il indique que le financement de ce plan était lié à un projet de modification du site. Suite à l'abandon dudit projet, les mesures du plan d'actions n'ont pas été mises en œuvre.

Ce fait constitue une non-conformité à l'article 6.2.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018, laquelle avait déjà été constatée lors de la visite d'inspection réalisée en 2024.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à Monsieur le préfet de prendre un arrêté mettant en demeure l'exploitant :  
- d'établir et transmettre à l'inspection des installations classées un programme de mise en conformité des émissions sonores **sous un délai de deux mois** ;  
- de mettre en œuvre les mesures prévues par ledit programme **dans un délai maximal de 6 mois**.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 1.9.1

**Thème(s) :** Situation administrative, concertation

**Prescription contrôlée :**

Une Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS) du site est instituée. A l'initiative de l'exploitant, cette commission se réunit tous les 3 ans. Sa composition est, au minimum :

- d'un représentant de l'exploitant ;
- d'un représentant de la mairie de Fumel ;
- de représentants des riverains ;
- d'un représentant des associations locales de préservation de l'environnement ;
- d'un représentant de la DREAL.

L'exploitant dresse un bilan exhaustif de l'état d'avancement du réaménagement à l'occasion de chaque réunion de la commission locale de concertation et de suivi.

La commission a pour objectif d'assurer un échange d'informations continu et objectif entre ses participants.

La fréquence de la tenue des commissions peut être revue par l'inspection des installations classées.

**Constats :**

La dernière réunion de la Commission Locale de Concertation et de Suivi (CLCS) a été réalisée en 2022. Au jour de la visite, aucune CLCS n'a été réunie en 2025.

L'inspection demande la tenue d'une CLCS dans les 3 mois suivants l'envoi de ce rapport.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 2.1.7.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, documents à tenir à disposition
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>- les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ;</li> <li>- les bords de la fouille ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- les zones remises en état ;</li> <li>- les voies de circulation ;</li> <li>- les pentes des pistes ;</li> <li>- les installations de toute nature ( installations de traitement, bascule, locaux, silos de stockage...)</li> </ul> <p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art, 1.2.3.2 ;</li> <li>- la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.3.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est adressé à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente un plan d'exploitation conforme, daté de janvier 2024. L'inspecteur demande la transmission du plan 2025 dès réalisation.</p> <p>La lecture du plan indique un retard d'extraction relativement au plan de phasage de la carrière. L'exploitant indique que ce phasage est établi pour une extraction annuelle de 150000 tonnes. Au regard de l'écart significatif avec le rythme effectif d'extraction, l'inspecteur invite l'exploitant à mener une réflexion en vue d'une refonte éventuelle du plan de phasage associé aux garanties financières ainsi que du plan de remise en état du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Conditions de remise en état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, remise en état
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La remise en état est, autant que possible, coordonnée à l'exploitation selon le schéma</p>

d'exploitation et de remise en état présenté en annexes 4 et 5. [...]

Lorsqu'une zone est totalement exploitée et qu'aucun remblaiement supplémentaire n'y est prévu, l'exploitant veille à remettre la zone en l'état prévu au dossier de demande d'autorisation. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

#### Constats :

L'exploitation de la carrière est marquée par un retard relativement au plan de phasage (l'avancement en 2025 est inférieur aux projections pour l'année 2021). L'inspecteur constate sur le terrain la réalisation de la remise en état à l'avancement, laquelle est figurée sur le plan d'exploitation. Les surfaces concernées sont localisées en zone sud est du site. Une végétalisation spontanée est en cours. Une zone au fort degré de pente connaît un glissement de la terre mise en œuvre ainsi qu'un ravinement, lesquels empêchent la végétalisation. Ce phénomène met en péril la bonne réalisation de la remise en état telle que prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 juin 2018.

L'exploitant n'a pas notifié chaque phase de remise en état au préfet.

Ces faits constituent des non-conformités à l'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant remet en état la partie de la zone sud est sur laquelle la colonisation végétale est empêchée par l'érosion. L'inspection demande la transmission de photographies attestant cette remise en état dans un délai de trois mois. Si les conditions météorologiques/pédologiques ne sont pas compatibles avec le travail des engins sur la période de trois mois à venir, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un échéancier de travaux sous un délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 5 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 5.3.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, risque de pollution des eaux/sols

#### Prescription contrôlée :

Les débits d'eaux rejetées dans le milieu naturel sont limités aux valeurs suivantes :

	Point de rejet A	Point de rejet B	Point de rejet C	Point de rejet D
Débit moyen	20 m <sup>3</sup> /j	20 m <sup>3</sup> /j	4 m <sup>3</sup> /j	/
Débit maximal	40 m <sup>3</sup> /j	40 m <sup>3</sup> /j	8 m <sup>3</sup> /j	/
D é b i t	/	/	/	63 L/s

instantané				
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas présenté de données de débit aux points de rejet.  Ce fait constitue une non-conformité à l'article 5.3.8 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018.				
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Transmettre les mesures de débit d'eaux rejetées dans le milieu naturel.				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant				
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois				

#### N° 6 : Contrôle des rejets d'eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2018, article 5.3.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, risque de pollution des eaux/sols
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un contrôle de paramètres définis ci-dessus ainsi que du débit des eaux rejetées est effectué deux fois par an. Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente les résultats d'analyses effectuées pour le premier semestre 2025 par le Laboratoire des Pyrénées et des Landes en date du 21/02/2025. Par sondage, l'inspecteur contrôle la conformité aux valeurs limite d'émission (VLE) des prélèvements réalisés aux points de rejet A (eaux de ruissellement de la zone sud, transit de matériaux) et D (eaux de ruissellement du carreau de la carrière). Ces deux prélèvements présentent des valeurs conformes.  L'inspecteur constate que l'exploitant n'a pas procédé à la télédéclaration de ces données sur le site GIDAF.  Ce fait constitue une non-conformité à l'article 5.3.9 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>



Procéder à la télédéclaration des résultats d'analyse des eaux sur le site GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Mesures de retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions dans l'air
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production. La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois.
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente le rapport annuel des mesures de retombées de poussières établi pour l'année 2024. Les mesures sont effectuées trimestriellement. Les valeurs des retombées de poussières mesurées en 2024 sont faibles, autour de 2g/m <sup>2</sup> /mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Aire étanche**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/06/2028, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, pollution des eaux/du sol
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]
<b>Constats :</b>  Le site n'est pas doté d'une aire étanche, ce fait constitue une non-conformité à l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2018.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection propose à Monsieur le préfet de prendre un arrêté mettant en demeure l'exploitant de doter le site d'une aire étanche telle que définie à l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral du 21 juin

2018, ou autre dispositif équivalent, et ce dans un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois